Le pouvoir aux travailleurs

27 Avril 2019

N° 254

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

L'ÉTAT DÉPENSE DES MILLIARDS POUR ENTRETENIR DES PARASITES MAIS REFUSE D'AUGMENTER LE SALAIRE DES ENSEIGNANTS ET DU PERSONNEL HOSPITALIER

Page 3- 4

DARLING : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS

Page 5

MÉVENTE DE LA NOIX DE CAJOU : LES PAYSANS ABANDONNÉS À LEUR SORT

Page 7 - 8

ALGÉRIE, SOUDAN : DES LEÇONS ET UN AVERTISSEMENT POUR LES TRAVAILLEURS

Page 11-12

EDITORIAL :

- L'ÉTAT DÉPENSE DES MILLIARDS POUR ENTRETENIR DES PARASITES MAIS REFUSE D'AUGMENTER LE SALAIRE DES ENSEIGNANTS ET DU PERSONNEL HOSPITALIER ..... 3 - 4

- DARLING : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS ……..... 5

- DES VIGILES DE G4S CRIENT LEUR RAZ LE BOL CONTRE LE TRAVAIL AU RABAIS..... 5

- UNE ÉCONOMIE FAITE DE PILLAGE !…….. 6

- MÉVENTE DE LA NOIX DE CAJOU : LES PAYSANS ABANDONNÉS À LEUR SORT …….. 7 - 8

- MINISTRE ET PATRON, COMME DES LARRONS EN FOIRE ! …..... 8

- L'ART DE FAIRE PARLER LES CHIFFRES ! …… 8 - 9

- APRÈS L'IVOIRITÉ, VOICI « *L'IVOIRIEN NOUVEAU* » ! …..... 9

- MANIFESTATION DES FEMMES DE MICAO POUR L'EAU POTABLE 9

- DÉGUERPISSEMENT À YOPOUGON ANDOKOI MÉPRIS TOTAL DES AUTORITÉS VIS-À-VIS DES PAUVRES 10

- ALGÉRIE, SOUDAN : DES LEÇONS ET UN AVERTISSEMENT POUR LES TRAVAILLEURS ……..... 11 - 12

E d i t o r i a l

L'ÉTAT DÉPENSE DES MILLIARDS POUR ENTRETENIR DES PARASITES MAIS REFUSE D'AUGMENTER LE SALAIRE DES ENSEIGNANTS ET DU PERSONNEL HOSPITALIER

Au personnel hospitalier et un peu plus tard, aux enseignants qui ont fait une longue grève pour réclamer des augmentations de salaires et des primes de logement, entre autres, le gouvernement a répondu avec mépris que les caisses de l'Etat ne pouvaient pas supporter de dépenses supplémentaires. Mais cela n'a pas empêché Ouattara d'inaugurer le 11 avril dernier, la chambre du sénat, son nouveau joujou pour caser des amis. Cela coûtera annuellement 3,375 milliards aux caisses de l'Etat, c'est-à-dire à l'ensemble de la population.

À ces milliards dépensés pour engraisser 99 sénateurs (dont le tiers est nommé directement par le président et les deux autres tiers « élus » par seulement 7010 « grands électeurs ») et quelques hauts fonctionnaires qui serviront à faire fonctionner cette institution, il faut ajouter 4,5 autres milliards annuels pour la « Chambre des rois et des chefs traditionnels », autre création de Ouattara destinée à entretenir des parasites survivants des temps anciens et dont la seule « utilité » est d'entretenir l'esprit de soumission au sein de la population et donner des consignes de vote.

C'est avec le même aplomb que Ouattara s'est adressé aux travailleurs du secteur privé en disant que « ce n'est pas possible » d'augmenter les salaires sous prétexte que cela ruinerait la « compétitivité de l'économie ivoirienne ». « Arrêtez de rêver » avait-il lancé au Secrétaire général de la Confédération « Dignité » lorsque

celui-ci était venu gentiment présenter sa « doléance » lors de la cérémonie officielle du 1er Mai à la présidence l'année dernière.

Cette année encore, à l'occasion du 1er Mai on aura droit au même cérémonial et aux mêmes courbettes des dirigeants syndicaux devant le chef de l'État. C'est lamentable de voir des gens qui prétendent représenter les revendications du monde du travail mais qui s'aplatissent devant le représentant en chef des intérêts de la classe des exploiteurs, celui-là même qui traite avec mépris les petits fonctionnaires et l'ensemble du monde ouvrier. Non, le 1er Mai n'est pas le symbole des courbettes et des salamalecs des travailleurs devant le représentant de la bourgeoisie mais au contraire celui de la lutte farouche de la classe ouvrière du monde entier contre l'exploitation.

Les petits employés de l'Etat comme l'écrasante majorité des travailleurs du secteur privé vivent les mêmes difficultés de fin de mois. D'années en années leur situation s'aggrave au lieu de s'améliorer. Les dirigeants au pouvoir se vantent du taux de croissance relativement élevé de l'économie du pays durant ces dernières années, les actionnaires capitalistes des grandes entreprises se frottent les mains car leurs profits n'ont jamais été aussi juteux. Mais ceux qui produisent les richesses et sans qui rien de fonctionnerait dans ce pays, c'est-à-dire, l'ensemble du monde du travail, sont les laissés pour compte de cette économie basée sur la concurrence et la recherche du profit. Leur avenir ne dépend pas du nombre de courbettes des dirigeants syndicaux devant les tenants du pouvoir politique et économique mais de leur seule capacité de se mobiliser et de lutter avec détermination pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS POUR EXIGER DES EMBAUCHES

Les travailleurs journaliers de Darling, une usine de fabrication de mèches de cheveux artificielles, située à la zone industrielle de Yopougon, sont engagés depuis plusieurs mois dans un bras de fer avec leur patron. Ils réclament l'embauche pour tous les journaliers ayant au minimum un an d'ancienneté (c'est d'ailleurs l'écrasante majorité des effectifs de l'usine), l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail.

Au mois de décembre, période de grande production de l'usine, lorsque les travailleurs étaient à deux doigts de faire grève et d'arrêter l'usine, le patron était plus enclin à la négociation. Une fois décembre passé, le patron ainsi que les autorités en charge du règlement du conflit conditionnent toute négociation à l'élection de délégués. Ce qui a donné lieu à une bagarre par syndicats interposé autour de ces élections.

Le patron croit ainsi avoir trouvé là le moyen de mener les travailleurs en bateau et désamorcer leur lutte. Les travailleurs, quant à eux, restent mobilisés autour de leur revendication principale, l'embauche pour tous. Ils attendent le moment propice où le rapport de force sera en leur faveur pour taper du poing sur la table.

DES VIGILES DE G4S CRIENT LEUR RAZ LE BOL CONTRE LE TRAVAIL AU RABAIS

Des vigiles de G4S en poste devant l'ambassade des Etats-Unis à Abidjan ont manifesté bruyamment devant cette institution pour dénoncer leur condition salariale et de travail. Bandeaux rouges attachés à la tête en signe de protestation, ils ont occupé l'entrée pour se faire entendre des responsables de l'ambassade. Ils réclament une embauche directe car ils sont employés par des entreprises sous-traitantes et une augmentation substantielle de leur salaire

En effet, ils font 12 heures de service pour un salaire de 120.000 F par mois. Dans ce salaire, il faut enlever le transport, étant donné qu'ils habitent des quartiers populaires loin de là, le loyer, la nourriture, etc., c'est une paie complètement insuffisante vu le coût de la vie actuellement.

Même si ces travailleurs n'ont pas pu obtenir gain de cause pour le moment, il n'empêche que le problème qu'ils posent est réel et est le même que vivent l'ensemble des travailleurs de ce pays.

L E U R S O C I E T E

UNE ÉCONOMIE FAITE DE PILLAGE !

A l'occasion d'un « forum des affaires entre l'Union Européenne et la Côte d'Ivoire », le ministre du Commerce et de l'Industrie a indiqué que le volume des échanges commerciaux entre ces deux espaces s'est situé autour de 5000 milliards de Fr CFA pour l'année 2018.

La Côte d'Ivoire exporte vers les pays de l'Union Européenne des produits comme le cacao, les minéraux, le caoutchouc, etc. En contrepartie, elle importe des appareils, des engins mécaniques, des voitures, des produits pharmaceutiques, etc.

Ce ministre considère cet échange comme étant « gagnant-gagnant », puisque selon lui « la balance commerciale » serait excédentaire de 1600 milliards en faveur de la Côte d'Ivoire.

C'est bien là une façon de présenter la réalité économique du point de vue de ceux qui profitent grassement du capitalisme. N'importe quel paysan ou petit producteur de noix de cajou, de graines de palme, d'hévéa, de cacao, etc, peut constater qu'il est obligé de produire chaque année toujours plus, pour gagner finalement toujours moins. Les chiffres indiquant le volume de production de 2018 sont parlants : cacao (+3,9%), anacarde (+7%), coton (+9,7%), huile de palme (+18,5%), etc. On pourrait croire que cela correspond parallèlement à un accroissement de richesses des petits paysans producteurs mais c'est l'inverse qui se produit puisqu'avec la même quantité de produits cultivés il peut acheter moins de produits manufacturés. Ils ne sortent pas gagnants mais perdants dans cet échange inégal entre les pays industrialisés d'Europe et d'ailleurs et les pays sous-développés.

C'est ainsi que fonctionne l'économie capitaliste mondiale qui ruine l'écrasante majorité des petits paysans et qui réduit à la misère l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes.

Ce système ne profite qu'à la minorité de parasites qui détiennent les capitaux, qui spéculent sur le prix des matières premières et qui jouent avec la vie de millions de personnes qui n'ont comme seule ressource que la force de leurs bras pour produire des richesses dont ils sont exclus. C'est ainsi qu'une poignée d'individus parmi les plus fortunés au monde possèdent plus de richesses que plus de la moitié de la population mondiale.

Et quand les dirigeants de l'Etat ivoiriens se félicitent de leur partenariat « gagnant-gagnant » avec l'économie des pays industrialisés d'Europe ils ne font que chanter les louanges de ce système capitaliste pourri dont ils font partie.

L E U R S O C I E T E

MÉVENTE DE LA NOIX DE CAJOU : LES PAYSANS ABANDONNÉS À LEUR SORT

L'anacarde est devenu un produit clé de l'agriculture en Côte d'Ivoire. Sa production n'a cessé de croitre au fil des années pour propulser le pays à la première place mondiale avec plus de 750 000 tonnes. Le renchérissement des prix des dernières années a poussé nombre de paysans vers cette culture. Les prix « *bord champs* » moyens payés aux producteurs sur l'ensemble des campagnes de 2014 à 2018 ont été successivement de : 2014 : 225F/Kg ; 2015 : 275F/Kg ; 2016 : 520F/Kg ; 2017 : 715F/Kg ; 2018 : 516F/Kg. La culture de l'anacarde occupe dans le nord et le centre du pays, près 450 000 paysans. C'est donc ou moins 4.5 millions de personnes qui vivent des rentes de l'anacarde. Dans le Nord, l'anacarde et le coton sont les seuls produits de rente.

Pour la campagne 2019 qui a commencé en février, l'État de Côte d'Ivoire avait fixé les prix officiels de la noix de cajou à 375 F/kg le prix bord champ aux paysans, à 525 francs CFA/kg le prix magasin intérieur et à 584 F/kg le prix portuaire.

Depuis cette annonce du prix officiel, les acheteurs s'y sont opposés. Ils trouvent que ce montant est trop élevé et font pression pour que le gouvernement le revoie à la baisse.

Ainsi donc, non seulement ce prix n'est point respecté, mais en plus les acheteurs se font rares. Les quelques-uns qui se présentent aux paysans proposent des prix allant de 25 FCFA à 250 FCFA selon les régions. Les camions d'anacardes font la queue aux ports d'Abidjan et de San-Pedro sans pouvoir être déchargés, ne trouvant pas de preneurs pour leurs chargements. Des coopératives sont même obligées de faire retourner les camions pour réduire les frais d'immobilisation des véhicules.

Aujourd'hui, cette crise de la mévente de la noix de cajou va affecter tout une partie du centre et le Nord du pays. Actuellement avec le prix d'achat bord champ qui oscille entre 25F à 100F le kg, c'est une catastrophe pour les paysans qui se sont investis dans sa culture. Toute une année d'effort est en train de tomber à l'eau.

Du côté de l'État, aucune réaction. Pour Bruno Nabagné Koné, porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication, de l'Économie et de la Poste, « le gouvernement, en réalité, a déjà fait sa part ou l'essentiel de ce qui relève de ses missions. Le gouvernement a dit que le prix minimum d'achat de la noix de cajou pour cette année est de 375 F CFA. Une fois que le gouvernement a dit cela, c'est aux producteurs d'imposer ce prix-là ! Le gouvernement ne peut pas venir derrière chaque citoyen pour vérifier ».

L E U R S O C I E T E

Dans ce cas-là, à quoi ça sert au gouvernement de faire semblant de fixer le prix s'il n'a aucun moyen de pouvoir le suivre et l'imposer. Et si les paysans prennent le représentant du gouvernement à la lettre et commencent à secouer les acheteurs véreux comme ils le méritent, le gouvernement trouverait surement le moyen de réagir. Ce fut le cas en 2016, quand les populations de Bouaké, suite au discours du 1er mai du président ont voulu contraindre la CIE de revoir ses tarifs de facturation à la baisse. C'est toujours ainsi quand il s'agit des travailleurs, des paysans ou des petites gens. L'Etat n'intervient en leur faveur que sous la contraint.

MINISTRE ET PATRON, COMME DES LARRONS EN FOIRE !

Une nouvelle cimenterie a été récemment inaugurée sous la présence du ministre du Commerce. Il s'agit d'une entreprise chinoise située dans la nouvelle zone industrielle au Km 24.

Selon ses promoteurs, cette usine compte réaliser 40 milliards de chiffre d'affaires par an avec un effectif de 160 travailleurs. Soit un chiffre d'affaire de 250 millions par an et par travailleur. Evidemment, ce capitaliste n'est pas allé jusqu'à dévoiler le profit qu'il espère réaliser sur le dos de ces travailleurs ; c'est sa principale motivation en tant que capitaliste mais ça, il le garde soigneusement pour lui et pour ses actionnaires.

Le ministre, venu sur les lieux pour amuser la galerie, a félicité l'entrepreneur pour sa prétendue « contribution à la lutte contre le chômage ». À ce jeu de faux-cul, le capitaliste lui a répondu qu'il va « attacher une haute importance à la sécurité sur le lieu du travail ». C'est dire à quel point il ment comme un arracheur de dents !

L'ART DE FAIRE PARLER LES CHIFFRES !

Selon ministre de l'Economie « l*es créations d'emplois* » et « *les prix rémunérateurs des produits agricoles* » ont permis d'améliorer la « *consommation globale de +7,2%* », dont la « *consommation des ménages de + 7,8%* ». Dans la « consommation globale » on peut mettre tout et n'importe quoi : les villas, les voitures de luxe et les loisirs des riches ainsi que les ignames, le manioc et toutes sortes de denrées consommées par la population. C'est dire que c'est une statistique complètement bidon !

Les paysans pauvres, les ouvriers sur les chantiers et dans les usines, les balayeuses de rue, l'institutrice, tous ces gens constituent des « ménages », mais combien d'entre eux ont vu leur « *consommation* » s'améliorer ?

L E U R S O C I E T E

La bonne question serait donc de savoir, si la consommation des ménages de la grande majorité de la population s'améliore ou se dégrade, quand on sait que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Mais à cette question-là, ce n'est ni ce ministre, ni les capitalistes dont il défend les intérêts, qui pourraient répondre sans une bonne dose de mensonge !

APRÈS L'IVOIRITÉ, VOICI « *L'IVOIRIEN NOUVEAU* » !

La ministre de l'Assainissement et de la Salubrité n'a qu'un seul mot à la bouche : « *l'ivoirien nouveau* ».

Selon elle, celui-ci ne doit pas jeter, par exemple, des choses dans les caniveaux. Elle a rappelé qu'une amende de 1000 à 2000 Fr est prévue pour ce genre d'infraction. Mais « *cela n'est pas suffisant, selon elle, pour que l'ivoirien ancien accepte d'être un ivoirien nouveau* ».

Elle mérite que « l*'ivoirien ancien* » lui dise : Mme la Ministre, installez d'abord des poubelles dans les rues, construisez des caniveaux là où il n'y en a pas, curez ceux qui sont enterrés sous une masse de terre depuis des lustres, refaites la voirie, etc. Allez aussi dire à vos amis capitalistes qu'une politique d'assainissement au sein de l'entreprise commence par l'amélioration du cadre et de l'environnement sur le lieu de travail et aussi une meilleure rémunération des travailleurs pour que ceux-ci puissent améliorer leurs conditions d'existence au quotidien.

MANIFESTATION DES FEMMES DE MICAO POUR L'EAU POTABLE

Les femmes de Micao ont manifesté récemment dans les rues de la zone industrielle de Yopougon pour réclamer de l'eau potable. Au cri de « on veut de l'eau » elles ont parcouru les rues, qui avec des boites, qui avec des cuvettes pour faire le maximum de bruits pour se faire entendre des autorités.

Cela fait près de six mois que ce quartier ouvrier proche de la zone industrielle subit des coupures d'eau intempestives. Ce qui choque le plus les habitants, c'est que ce quartier abrite un grand centre de traitement d'eau ainsi que des stations de pompages inaugurées il n'y a pas longtemps par les plus hautes autorités de ce pays. Aussi, la zone industrielle juste à côté est régulièrement approvisionnée en eau potables. Donc aux yeux des habitants, c'est vraiment un choix de l'entreprise de distribution d'eau, la SODECI, de laisser ce quartier sans eau potable.

Les autorités ne manquent aucune occasion pour parler de couverture totale en matière d'eau potable. Voici un cas parmi d'autres qui vient les faire mentir !

L E U R S O C I E T E

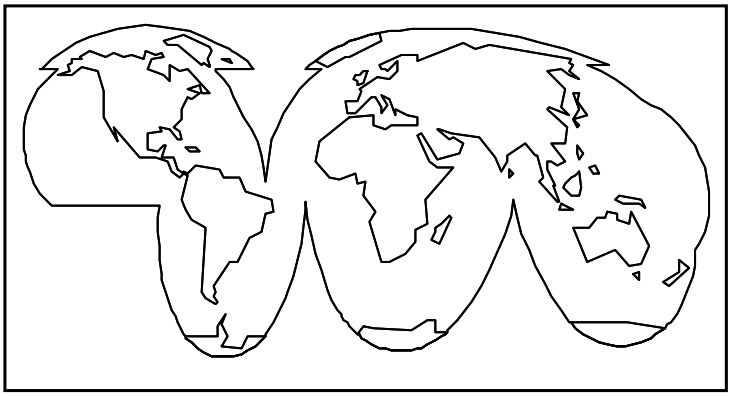
DÉGUERPISSEMENT À YOPOUGON ANDOKOI
MÉPRIS TOTAL DES AUTORITÉS VIS-À-VIS DES PAUVRES

Le mercredi 10 Avril dernier, le sous quartier « Bénie et Paix » a été rasé et les habitants jetés à la rue comme du bétail. C'est avec un déploiement impressionnant de forces de l'ordre composées du CCDO, CRS, BAE, gendarmerie, que des bulldozers sont entrés en action, réduisant à l'état de gravats les habitations de ce quartier. Le spectacle était désolant. Les habitants pris de court, n'ont pu sauver que l'essentiel. Ceux qui étaient absents ou au travail ont eu leur affaires broyées sous les chenilles des bulldozers. Tous étaient sous le choc et n'en croyaient pas leurs yeux car la surprise était totale. Ils n'avaient reçu la mise en demeure que trois jours seulement avant que les bulldozers n'entrent en action. Des responsables du quartier avaient même engagé des démarches auprès de la mairie et étaient en attente d'un règlement. Impuissants, et ne sachant où aller, certains habitants étaient en pleur.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement s'en prend ainsi aux habitations des pauvres. Interrogée sur le sujet, la ministre de la Salubrité publique affirmait sans honte, que ces destructions de quartier pauvre, c'est pour « sauver des vies » avec la saison des pluies qui arrive. Sa manière à elle de sauver des vies c'est de jeter des familles entières à la rue sans se soucier de la suite.

Pour mettre fin au problème des quartiers à risque, l'État doit construire des logements vraiment sociaux dans but de loger décemment les populations à faible revenu. Ce ne sont ni les moyens, ni les bras valides qui manquent dans ce pays mais la seule chose que l'Etat sait faire c'est de jeter les pauvres à la rue.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

ALGÉRIE, SOUDAN : DES LEÇONS ET UN AVERTISSEMENT POUR LES TRAVAILLEURS

Au moment où nous écrivons ces lignes, des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes continuent de défiler dans plusieurs villes en Algérie et au Soudan pour défier les pouvoirs en place. Ceux-ci tentent de faire quelques concessions de façade pour calmer la contestation mais celle-ci continue d'occuper la rue. Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal « Lutte Ouvrière » daté du 19 avril de nos camarades de l'organisation du même nom qui militent en France.

Depuis plusieurs semaines, en Algérie et au Soudan, la population est parvenue à ébranler les dictatures en place depuis des dizaines d'années, à force de mobilisations massives et déterminées.

En Algérie, après les manifestations qui ont commencé en février, la population a obtenu la démission de Bouteflika, qui était au pouvoir depuis vingt ans. Le nouveau gouvernement a promis la tenue d'un scrutin présidentiel le 4 juillet prochain. Il espère ainsi canaliser l'aspiration au changement exprimée par la population et faire élire un homme qui assurerait la continuité du régime.

Les manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays le 12 avril montrent que la majorité de la population ne veut pas se contenter d'un ravalement de façade et refuse d'accorder la moindre confiance à ceux qui ont dirigé le pays avec Bouteflika en réprimant toute opposition.

Cette méfiance est d'autant plus justifiée qu'au-delà de la clique de privilégiés et d'affairistes qui s'accaparent le sommet de l'État, c'est tout l'appareil répressif de la dictature, à commencer par l'armée, qui reste en place. Et si, pour le moment, l'état-major n'a pas fait le choix de réprimer les manifestations, ses dirigeants n'ont pas hésité dans le passé à faire tirer à de nombreuses reprises sur la population.

Au Soudan, depuis quatre mois, des manifestations se déroulaient contre le renchérissement des produits de première nécessité, comme le sucre et le pain dont le prix avait été multiplié par trois. Malgré la répression, les manifestations ont continué de s'amplifier. Finalement, le 11 avril, l'armée a décidé de lâcher le dictateur en place depuis trente ans, organisant un coup d'État pour mettre en place un Conseil militaire de transition.

Contre ce qu'ils dénonçaient comme une photocopie du régime, des milliers de manifestants ont continué de descendre dans la rue, défiant le couvre-feu instauré par les nouvelles autorités et obligeant le chef du Conseil militaire à peine installé à démissionner. « En deux jours, nous avons renversé deux présidents », scandaient fièrement les manifestants soudanais.

Les travailleurs et les classes populaires qui se sont mobilisés massivement en Algérie et au Soudan contre la dictature ont toutes les raisons d'être fiers. Ils ont montré qu'en luttant collectivement et d'une

façon déterminée ils représentent une force énorme.

Mais ce qui se passe aussi bien en Algérie qu'au Soudan nous montre aussi que cette force ne peut être efficace qu'à condition d'être guidée par une politique qui se place du point de vue des intérêts de classe des exploités. Cela nécessite que les exploités se donnent une organisation représentant à la fois ces intérêts et une perspective pour l'ensemble de la société.

La grande bourgeoisie, les classes privilégiées ont à leur disposition un arsenal politique et des forces de répression pour défendre leur domination. Ces serviteurs politiques ou militaires ont les moyens d'inventer une multitude de subterfuges pour tromper la majorité pauvre de la population et tenter de la conduire vers des voies de garage.

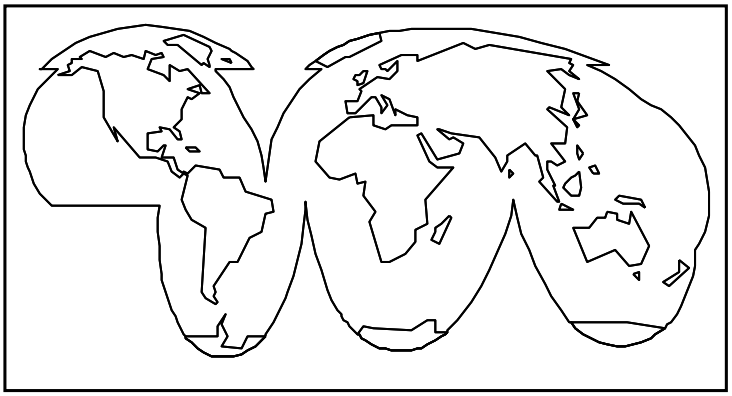
Et si ces subterfuges ne suffisent pas, ils feront appel à la répression. En Algérie, de façon encore un peu déguisée, au Soudan de façon brutale, c'est l'état-major de l'armée qui joue le rôle de centre dirigeant pour offrir une solution à la classe dirigeante.

Eh bien, la principale leçon à en tirer pour les classes exploitées, et avant tout pour le prolétariat, c'est qu'il faut qu'elles disposent d'organisations susceptibles de devenir un état-major face à ceux de la bourgeoisie, à commencer par un parti en lequel elles se reconnaissent et qui sache opposer aux choix politiques de la bourgeoisie une politique favorable aux masses populaires.

L'autre leçon, c'est que la classe privilégiée n'abandonne jamais sans combattre. « Qui a du fer a du pain », disait Blanqui, un grand révolutionnaire du 19e siècle, parlant de l'armement des classes opprimées. Ce qui s'est passé en Égypte depuis 2011 est l'illustration de ce que font les oppresseurs à un peuple désarmé.

La lutte que mènent aujourd'hui les travailleurs en Algérie et au Soudan, c'est aussi la nôtre, […], celle que nous avons à mener pour renverser le pouvoir politique et économique de la classe privilégiée et pour mettre fin à la mainmise du grand capital sur la vie de la société.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.